

# Quatre associations ouvrent la voie pour renforcer les liens en Méditerranée

Quatre associations marseillaises ont proposé aux pouvoirs publics, le week-end dernier à Paris, de relancer la coopération en Méditerranée

Des procédures trop lourdes, trop compliquées, inadaptées aux besoins des pays du Sud... Ces critiques, qui n'ont cessées d'être évoquées la semaine dernière à Stuttgart lors du troisième sommet euroméditerranéen, quatre associations (1) de la région marseillaise s'en sont emparées pour présenter les 16 et 17 avril à Paris, dans le cadre des Rencontres nationales de la coopération décentralisée, une méthodologie visant à rendre ces aides plus efficaces.

"Il ne suffit pas de décréter un partenariat pour qu'il soit, résume Daniel Carrière, le président de la fondation 3CI. La question centrale n'a pas réellement trait aux moyens financiers qui sont consacrés à cette politique mais plutôt à l'efficacité des actions sur le terrain".



Jean-Claude Sitbon, le directeur de l'Adeci, et Daniel Carrière plaident pour un "renouveau" de la coopération (Photo F. Speich)

gé par le président du Conseil régional Michel Vauzelle, est simple : les structures mises en place à Bruxelles, Paris ou Londres sont trop éloignées des réalités du terrain. Mieux vaut donc encourager, dans un cadre général, les initiatives des collectivités locales et du monde associatif, tout en leur

ce ainsi qu'une évaluation rigoureuse de leurs actions.

En présentant ce document à Charles Josselin, le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération, les membres de ce collectif ont dégagé plusieurs champs d'actions prioritaires pour dynamiser le partenariat euroméditerranéen : favoriser

tisser des réseaux de communication propres à la Méditerranée, promouvoir le partenariat entre les Pme -un travail sur lequel l'Adeci, que préside l'entrepreneur aubagnais Francis Testa, a déjà engrangé de très encourageants résultats-, soutenir la création d'entreprise, développer la connaissance de la Méditerranée par la culture et les échanges des jeunes...

Au centre de cette démarche, une foi commune : Marseille et la région doivent pleinement assurer leur responsabilité pour que ce dialogue se noue, les intérêts des habitants des deux rives de la Méditerranée étant "réciproques".

M.-P. B.

(1) - Association régionale pour le développement de la coopération industrielle internationale (Adeci), Agence développement formation information coordination (Adfic), Association pour le conseil à la création d'entreprise et à la coopération internationale (3CI), Association d'échanges culturels en Méditerranée (Ecu-